



Les forces de l'ordre pensaient mettre le grappin sur un Albert DZONGANG visiblement bien malin.

La police camerounaise traque depuis bientôt un mois Albert DZONGANG. Il est accusé d'avoir pris part à ce que les autorités appellent « marche insurrectionnelle » du mardi 22 septembre.

Espérant finalement mettre la main sur le conseiller stratégique de Maurice Kamto, la police a quadrillé Bahouan, un village situé dans la région de l'Ouest du Cameroun où est né Albert DZONGANG. Les hommes en tenues avaient cru qu'il y sera présent, à l'occasion des obsèques de la sœur aînée décédée quelques jours plus tard.

C'est depuis sa cachette que le virulent opposant va faire signe de vie. Il va notamment répondre à ceux qui l'annonçaient déjà hors du pays. « **Bonjour à tous les combattants, bonjour au peuple de la liberté. Je suis votre frère Albert Ndzongang. J'ai eu beaucoup de blessures le 22 (septembre 2020). Etant recherché, je me suis replié pour préparer les prochains événements. Restez mobilisés. Je suis au Cameroun et je ne peux pas quitter le pays tant que notre président élu est encerclé et tant que nos frères sont en prison... Je ne me livre pas à eux parce que ça m'empêcherai de préparer la suite ; je ne suis pas physiquement prêt pour les affronter maintenant mais soyez rassurés, je suis là. Je serai là et je serai toujours là avec vous jusqu'à ce que notre pays soit libéré. Jusqu'à ce**

qu'il ait la prospérité pour tous et avec tous les Camerounais », a déclaré dans une bande audio l'homme politique.

Rappelons que c'est une véritable chasse à l'homme depuis les événements du 22 septembre 2020. Maurice Kamto est toujours séquestré à son domicile, où un dispositif sécuritaire montre y est déployé.

Les experts des droits de l'Homme des Nations Unis ont formellement demandé à Yaoundé la libération de l'opposant Maurice Kamto, ainsi que de tous ceux arrêtés lors des manifestations du 22 septembre. Ils ont également exigé de cesser l'intimidation à l'encontre des militants politiques.

En réaction, le gouvernement a rappelé aux experts de l'ONU que nul n'est au dessus des lois et que tous les citoyens doivent répondre de leurs actes devant la loi.